



DÉCISION

N° : 2024- 273

Exécutoire le : 0 8 JAN. 2025

Publiée / Notifiée le : 0 7 JAN. 2025

Visée le : 0 8 JAN. 2025

MARCHES PUBLICS

Marché n°24043

Externalisation de la paie de droit privé et conseils en droit social du travail pour les agents des Régies de l'eau potable et Assainissement de Grand Lac Attribution

Le Président de Grand Lac,

- Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L. 5211-10,
- Vu les délibérations en date du 28 juillet 2020, du 23 mars 2021 et du 21 juin 2021 portant délégations du Conseil communautaire au Président de Grand Lac,
- Vu l'arrêté n°2020-33 portant délégation de fonction et de signature à M. Yves Mercier, 13^{ème} vice-président de Grand Lac en charge de la commande publique,
- Vu le code de la commande publique,

Considérant la consultation lancée sous la forme d'une procédure adaptée.

DÉCIDE :

ARTICLE 1 : ATTRIBUTION

D'attribuer le marché n°24043 relatif à l'externalisation de la paie de droit privé et conseils en droit social du travail pour une durée de 1 .an, renouvelable 3 fois pour une même durée.

Les montants forfaitaires annuels de l'accord cadre sont :

- Phase 1 : gestion des paies 22 230€ HT
- Phase 2 : Conseil en droit social : 11 250€ HT
- Prestation sur bons de commandes : dans un maximum de 10 000 € HT / an

Le titulaire retenu pour ce marché est l'entreprise BDO Aix les Bains domiciliée Chemin de Pierre morte 73100 Aix les Bains

ARTICLE 2 : NOTIFICATIONS

Une copie de la présente sera adressée à :

- M. le Préfet de la Savoie,
- M. le Receveur,
- BDO

Cette décision, une fois exécutoire, pourra être contestée :

1. Par la voie du recours gracieux, dans les deux mois suivant son caractère exécutoire, par lettre adressée à Grand Lac, le silence gardé pendant deux mois valant rejet.
2. Par la voie du recours contentieux dans les deux mois suivant son caractère exécutoire, par introduction d'un recours auprès du Tribunal administratif de Grenoble, Place de Verdun.

Aix-les-Bains,

Le 13^{ème} Vice-Président délégué à la
commande publique
Yves MERCIER

Signé électroniquement pour le Président par délégation,
par Yves MERCIER Vice Président Commande publique, travaux, patrimoine intercommunal et gens du voyage
le 19/12/2024 15:31:03





MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES
Direction des Affaires Juridiques

MARCHES PUBLICS ET ACCORDS-CADRES

OUV11

MISE AU POINT¹
MARCHE 24043

A - Identification du pouvoir adjudicateur (ou de l'entité adjudicatrice).

Grand Lac - Communauté d'Agglomération
Adresse : 1500 boulevard Lepic - CS 20606 - 73106 AIX-LES-BAINS
Téléphone : +33479350051 – Télécopie : 0479357070

B - Objet du marché public ou de l'accord-cadre.

Externalisation de la paie de droit privé et conseils en droit social du travail pour les agents des Régies de l'eau potable et Assainissement de Grand Lac

C - Identification du candidat retenu.

Nom commercial et dénomination sociale du candidat : ⁽³⁾

.....**BDO - Établissement d'Aix les bains**

Adresse de l'établissement :

Chemin de Pierre Morte – 73 100 Aix les Bains

.....
Adresse du siège social (si différente de l'établissement) :

10bis Av. des F T P F, 38130 Échirolles......

.....
Adresse électronique : **melanie.flohimont@bdo.fr**.....

Téléphone : **.06 08 11 25 75**.....

Télécopie :

N° SIRET : **..061 500 542 00149**.....

APE : **..6920 Z**.....

00149

¹ Formulaire non obligatoire disponible, avec sa notice explicative, sur le site du ministère chargé de l'économie.

D - Modifications apportées.

A l'occasion de la mise au point du marché public ou de l'accord-cadre, les modifications ci-dessous sont apportées aux stipulations contenues dans les pièces constitutives du marché public ou de l'accord-cadre.

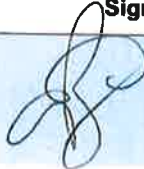
Nature du document concerné et numéro de l'article modifié ²	Nature de la modification apportée ³
CCTP : Article 4-1	<p><u>Il est ajouté :</u></p> <p>Il est attendu du candidat un accompagnement juridique en lien avec le droit social du travail sur la construction de l'accord local afin de sécuriser au mieux la rédaction de cet accord local qui sera le fondement juridique et statutaire de la régie du service des eaux pour la partie Ressources Humaines.</p>
CCTP : Article 3-2	<p><u>Précisions suivantes sont ajoutées :</u></p> <p>Par ailleurs, le candidat sera également sollicité pour des simulations de paie avant l'OS de démarrage.</p>

² Exemple : CCTP article 3.

³ Exemple : « la deuxième phrase est remplacée par ».

E - Signature de la mise au point.

- Signature du candidat retenu :

Nom, prénom et qualité du signataire (*)	Lieu et date de signature	Signature
Grégory BARBIN Directeur Général BDO RHONE ALPES Expert-Comptable associé et Directeur du bureau d'Aix les Bains	TRESSERVE 21.12.2024	

(*) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente.

- Signature du représentant du pouvoir adjudicateur ou de l'entité adjudicatrice :
(Préciser les nom, prénom et qualité du signataire.)

A , le 03 JAN. 2025

Signature
(représentant du pouvoir adjudicateur ou de l'entité adjudicatrice
habilité à signer le marché public ou l'accord-cadre)



Yves MERCIER
Vice-Président à la Commande Publique



MARCHE N°24043

MARCHE DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

Acte d'engagement

Négocié – Phase 2

Objet du marché

Externalisation de la paie de droit privé et conseils en droit social du travail pour les agents des Régies de l'eau potable et Assainissement de Grand Lac

Acheteur

Grand Lac - Communauté d'Agglomération

Adresse : 1500 boulevard Lepic - CS 20606 - 73106 AIX-LES-BAINS

Téléphone : +33479350051 – Télécopie : 0479357070

Procédure de passation

Procédure adaptée – Articles R. 2123-1, R. 2123-4 et R. 2123-5 du Code de la commande publique.

Personne habilitée à donner les renseignements relatifs aux nantissements et cessions de créances

Monsieur le Président de Grand Lac

Comptable public assignataire des paiements

Monsieur le Responsable du Service de Gestion Comptable d'Aix les Bains

Les cessions de créance doivent être notifiées ou les nantissements signifiés à l'organisme désigné ci-dessus.

Sommaire

1. Contractant	3
2. Objet du marché	4
3. Durée du marché – Délais d'exécution – Reconduction	4
3.1 Délais d'exécution	4
3.2 Reconduction	4
4. Délai d'établissement des prestations	4
5. Conduite des prestations.....	4
6. Prix	5
7. Prestations similaires	6
8. Avance.....	6
9. Signature du candidat.....	6
10. Acceptation de l'offre	6

1. Contractant

Après avoir pris connaissance du cahier des clauses administratives particulières et des documents qui sont mentionnés au présent acte d'engagement,

- JE M'ENGAGE, sans réserve, conformément aux conditions, clauses et prescriptions des documents visés ci-dessus à exécuter les prestations définies ci-après, aux conditions qui constituent mon offre.
- J'AFFIRME, sous peine de résiliation de plein droit du marché, que je suis titulaire d'une police d'assurance garantissant l'ensemble des responsabilités que j'encours.
- Je CONFIRME, sous peine de résiliation de plein droit du marché, que les sous-traitants proposés sont également titulaires de polices d'assurances garantissant les responsabilités qu'ils encourent.

L'offre ainsi présentée ne nous lie toutefois que si l'attribution du marché a lieu dans un délai de 120 jours à compter de la date limite de réception des offres finales.

* Le signataire :

- s'engage, sur la base de son offre et pour son propre compte à exécuter les prestations demandées dans les conditions définies ci-après ;
- * engage la société BDO RHONE ALPES sur la base de son offre à exécuter les prestations demandées dans les conditions définies ci-après ;

Le mandataire ⁽¹⁾ :

- du groupement solidaire
- solidaire du groupement conjoint
- s'engage pour l'ensemble des prestataires groupés désignés dans l'annexe ci-jointe ⁽²⁾ à exécuter les prestations demandées dans les conditions définies ci-après ;

(1) Cocher la case correspondante à la nature de votre groupement.

(2) Cette annexe est à dupliquer en autant d'exemplaires que nécessaire quel que soit le type de groupements.

(3) Dans le cas d'un groupement, indiquer les coordonnées du mandataire.

Nom commercial et dénomination sociale du candidat : ⁽³⁾

.....BDO - **Établissement d'Aix les bains**

Adresse de l'établissement :

Chemin de Pierre Morte – 73 100 Aix les Bains

Adresse du siège social (si différente de l'établissement) :

10bis Av. des F T P F, 38130 Échirolles.....

Adresse électronique : melanie.flohimont@bdo.fr.....

Téléphone : .06 08 11 25 75.....

Télécopie :

N° SIRET : ..061 500 542 00149.....

APE : ..6920 Z.....

N° de TVA intracommunautaire :

Références bancaires :

IBAN : **FR76 3000 3021 8000 0209 3764 920**.....

BIC : ... **SOGEFRPP**.....

JOINDRE UN RIB

2. Objet du marché

Le présent marché a pour objet : Réalisation des fiches de paies des salariés de droit privé affectés aux Régies de l'Eau Potable et de l'Assainissement de Grand Lac et conseil juridique en droit du travail

Le présent marché a pour objet l'exécution des prestations suivantes :

- Externalisation des paies de droit privé pour les agents des régies de l'eau potable et assainissement de Grand Lac
- Conseil juridique en droit social du travail pour les salariés des régies de l'eau potable et de l'assainissement
- prestations supplémentaires sur bon de commande dans un maxi de 10 000 euros HT annuel

3. Durée du marché – Délais d'exécution – Reconduction

3.1 Délais d'exécution

Le marché débutera à compter de l'OS de démarrage des prestations et jusqu'au 31/12/2025

3.2 Reconduction

Le marché pourra être reconduit 3 fois pour une durée d'un an à compter du 1/01/2026

La reconduction est tacite.

Si le pouvoir adjudicateur ne souhaite pas reconduire le marché, il prendra une décision expresse de non-reconduction qui sera notifiée au titulaire au plus tard dans un délai de 90 jour calendaire avant la date d'échéance du marché

Le titulaire ne dispose pas de la faculté de refuser la reconduction de l'accord-cadre.

4. Délai d'établissement des prestations

Le délai d'établissement des prestations est fixé à :

- Pour la phase n° 1 :

Mission paies – réalisation de la paie mensuellement :
Selon CCTP et calendrier de réalisation transmis par Grand Lac en début de chaque année civile

- Pour la phase n° 2 :

Mission conseil – conseil juridique annuel en droit social du travail y compris maximum 3 réunions annuelles : voir CCTP

- Prestations sur bon de commande :

Ils seront précisés sur chaque bon de commande et débiteront à compter de la notification du bon de commande

Les modalités d'acceptation par le pouvoir adjudicateur des documents produits par le titulaire sont définies à l'article *Admission des documents* CCAP.

5. Conduite des prestations

Les personnes physiques chargées de l'exécution des prestations sont désignées ci-après :

Nom et prénom du chef de projet : Nicolas JOMOTTE

Nom et prénom de la personne physique : Nicolas JOMOTTE

Fonction : Directeur de mission et Responsable de Territoire des Savoie

Nom et prénom de la personne physique : Alice SCHUBERT

Fonction : Gestionnaire de paie Sénior

Nom et prénom de la personne physique : Jean DEWAS

Fonction : Juriste Droit Social

6. Prix

L'offre est établie sur la base des conditions économiques prévues à l'article *Prix* du CCAP.

Les prestations du prestataire seront rémunérées par application des prix forfaitaires ci dessous

- Pour la phase n°1 :

Référence de la mission	Intitulé de la mission	Montant forfaitaire HT (€)
Paies	Prix annuel pour la réalisation des paies mensuelles selon le calendrier et le CCTP	22 230 €
Montant total HT		22 230 €
Montant TVA		4 446 €
Montant total TTC		26 676 €

Pour la première année le prix sera calculé au prorata du nombre de mois de réalisation des prestations entre l'OS de démarrage et le 31/12 de cette année. Quel que soit le jour de cet OS, le mois de l'OS sera comptabilisé comme entier

- Pour la phase n°2 :

Référence de la mission	Intitulé de la mission	Montant forfaitaire HT (€)
Conseil Année (civile)	Prix annuel pour les prestations de conseil juridique annuel en droit social du travail (selon CCTP)	11 250 €
Montant total HT		11 250 €
Montant TVA		2 250 €
Montant total TTC		13 500 €

Pour la première année le prix sera calculé au prorata du nombre de mois de réalisation des prestations entre l'OS de démarrage et le 31/12 de cette année. Quel que soit le jour de cet OS, le mois de l'OS sera comptabilisé comme entier

- Sur bon de commande dans un maximum de 10 000 € HT / an
y compris la première année quel que soit la date de l'OS de démarrage

Intitulé de la mission	Montant unitaire HT (€)
Prix unitaire pour une réunion supplémentaire d'une demi-journée en présentielle (frais de déplacement et repas compris)	600 €
Prix unitaire pour une réunion supplémentaire d'une demi-journée en visioconférence	400 €
Prix unitaire pour intégration des données (Cf. CCTP)	.....120 € / année reprise
Prix unitaire journalier pour intégration de nouveau projet (dématérialisation, connecteur externe, évolutions législatives, projections et analyses....)	..... 800 €
Paie mensuelle pour un agent et jusque-là signature de l'accord local	..... 19,50 €
Taux TVA	20 %

En cas de groupement, la répartition détaillée des prestations et des missions par phase à exécuter par chacun des membres du groupement et le montant du marché revenant à chacun sont décomposés dans l'annexe jointe.

7. Prestations similaires

Les prestations similaires à celles du présent marché pourront être attribuées au même titulaire par un marché passé sans publicité ni mise en concurrence préalables dans les conditions prévues à l'article R. 2122-7 du Code de la commande publique.

8. Avance

Le marché ne fait pas l'objet d'une avance.

9. Signature du candidat

Il est rappelé au candidat que la signature de l'acte d'engagement vaut acceptation de toutes les pièces contractuelles.

Fait en un seul original

A : Aix Les Bains.....

Le :05/12/2024

Signature(s) du titulaire, ou, en cas de groupement d'entreprises, du mandataire habilité ou de chaque membre du groupement :

Grégory BARBIN.....

IBDO

EXPERTISE COMPTABLE - AUDIT - CONSEIL
Chemin de la Pierre Morte
CS 20838
73106 AIX LES BAINS CEDEX
tél : 04 79 35 09 98 - Fax : 04 79 88 05 44
Siret : 061 500 542 00149 - NAF 6920 Z

2024

EXPERTISE COMPTABLE - AUDIT - CONSEIL
Chemin de la Pierre Morte
CS 20838
73106 AIX LES BAINS CEDEX
tél : 04 79 35 09 98 - Fax : 04 79 88 05 44
Siret : 061 500 542 00149 - NAF 6920 Z

le 21/12/2025

10. Acceptation de l'offre

Les sous-traitants proposés dans les actes de sous-traitance annexés au présent acte d'engagement sont acceptés comme ayant droit au paiement direct et les conditions de paiement indiquées sont agréées.

Est acceptée la présente offre pour valoir acte d'engagement.

A : 03 JAN. 2025

Le :

Le pouvoir adjudicateur,

Yves MERCIER

Vice-Président à la Commande Publique



Annexe à l'acte d'engagement

NANTISSEMENT OU CESSIION DE CREANCES

● **Identification de l'acheteur**

Désignation de l'acheteur :

SIRET : 20006867400015

Nom : Grand Lac - Communauté d'Agglomération

Adresse : 1500 boulevard Lepic - CS 20606 73106 AIX-LES-BAINS

Désignation de la personne habilitée à donner les renseignements prévus aux articles R. 2191-60 et R. 2391-28 du Code de la commande publique : Monsieur le Président de Grand Lac

Désignation du comptable public assignataire : Monsieur le Responsable du Service de Gestion Comptable d'Aix les Bains

● **Identification du créancier au titre du marché public**

Désignation du créancier :

SIRET :

Raison sociale :

Adresse :

Coordonnées bancaires du créancier :

IBAN :

Renseignements complémentaires sur le créancier :

Titulaire du marché	
Sous-traitant de premier rang	
Membre d'un groupement solidaire	
Membre d'un groupement conjoint	
Mandataire solidaire	
Mandataire conjoint	
Agissant pour son propre compte	
Habilité à céder ou nantir la créance du groupement	
Dans ce dernier cas, indiquer la référence de l'habilitation :	.....

● **Identification de la créance cessible**

Désignation du marché et de son montant :

Référence du marché obtenue au plus tard lors de la notification :

Date :

Montant (HT, montant TVA et TTC) :

Le cas échéant :
 Désignation de la tranche :
 Montant de la tranche (HT, montant TVA et TTC) :

Le cas échéant :
 Désignation du lot :
 Montant du lot (HT, montant TVA et TTC) :

Le cas échéant :
 Désignation du bon de commande :
 Montant du bon de commande (HT, montant TVA et TTC) :

Le cas échéant, éléments relatifs aux clauses de variation de prix applicables à la créance :

Le cas échéant, éléments relatifs aux clauses de pénalités susceptibles d'être appliquées à la créance :

Le cas échéant, autres renseignements :

• **Renseignements complémentaires affectant le marché et/ou la créance**

L'acheteur renvoie les parties aux documents du marché	
--	--

Si la case précédente n'a pas été cochée, remplir les champs suivants :

Le cas échéant :	
Le marché prévoit le versement d'une avance au créancier au titre du marché :	
En cas d'avance, son pourcentage %
Le marché prévoit une retenue de garantie :	
En cas de retenue de garantie, son pourcentage %
Le marché prévoit un délai d'exécution des prestations :	
Si un délai d'exécution est prévu, le délai mentionné est de :	.....
Le marché prévoit des dates prévisionnelles de début d'exécution et d'achèvement sont :	
Si elles sont prévues, les dates prévisionnelles de début d'exécution et d'achèvement sont :	.....
Le marché prévoit un délai maximum de paiement :	
Si un délai maximum de paiement est prévu, il est de :	.....
S'il est prévu, référence du taux des intérêts moratoires mentionné	.....
Le marché prévoit un montant :	
Montant prévu pour l'ensemble du marché :	..... € TTC
Montant prévu pour la tranche concernée :	..... € TTC
Montant prévu pour le lot concerné :	..... € TTC
Pour les accords-cadres à bons de commande, indiquer :	
Montant minimum :	..... € TTC
Montant maximum :	..... € TTC
Montant estimé :	..... € TTC
Le titulaire souhaite ne pas confier l'exécution d'une partie des prestations	

à des sous-traitants ayant droit au paiement direct :	
Cette partie non sous-traitée est au maximum de :	..... € TTC

• **Informations supplémentaires en cas de groupement**

Désignation des membres du groupement :

SIRET pour chaque membre du groupement :

Désignation du mandataire :

• **Modification(s) ultérieure(s) de la créance**

(À renseigner autant de fois que nécessaire)

1ère modification	La créance cessible est ramenée/portée à : €	Date/Signature
2ème modification	La créance cessible est ramenée/portée à : €	Date/Signature
3ème modification	La créance cessible est ramenée/portée à : €	Date/Signature
4ème modification	La créance cessible est ramenée/portée à : €	Date/Signature
Nième modification	La créance cessible est ramenée/portée à : €	Date/Signature

En cas de cession ou de nantissement, le cessionnaire ou le titulaire du nantissement transmet l'original du présent certificat au comptable public assignataire, conformément aux articles R. 2191-54, R. 2191-55 et R. 2391-28 du Code de la commande publique.

• **Signature de l'acheteur**

A	Le
	Signature de l'acheteur ou de son représentant

Annexe à l'acte d'engagement

DECLARATION DE SOUS-TRAITANCE

Pouvoir adjudicateur : Grand Lac - Communauté
d'Agglomération

– Désignation de l'acheteur :

.....
.....

– Personne habilitée à donner les renseignements relatifs aux nantissements ou
cessions de créances :

.....
.....

Objet du marché :

**Objet de la consultation : Externalisation de la paie de droit privé et conseils en droit
social du travail pour les agents des Régies de l'eau potable et Assainissement de
Grand Lac**

Objet du marché : Réalisation des fiches de paies des salariés de droit privé affectés aux
Régies de l'Eau Potable et de l'Assainissement de Grand Lac et conseil juridique en droit du
travail

Objet de la déclaration du sous-traitant

La présente déclaration de sous-traitance constitue :

Un document annexé à l'offre du soumissionnaire.

Un acte spécial portant acceptation du sous-traitant et agrément de ses conditions de
paiement (sous-traitant présenté après attribution du marché).

Un acte spécial modificatif : il annule et remplace la déclaration de sous-traitance du
.....

Identification du soumissionnaire ou du titulaire

Nom commercial et dénomination sociale de l'unité ou de l'établissement qui exécutera la
prestation, adresses postale et du siège social (si elle est différente de l'adresse postale),
adresse électronique, numéros de téléphone et de télécopie, numéro SIRET :

.....

.....
.....
Forme juridique du soumissionnaire individuel, du titulaire ou du membre du groupement (entreprise individuelle, SA, SARL, EURL, association, établissement public, etc.) :

.....
.....
En cas de groupement momentané d'entreprises, identification et coordonnées du mandataire du groupement :

.....
.....
Identification du sous-traitant :

.....
.....
Nom commercial et dénomination sociale de l'unité ou de l'établissement qui exécutera la prestation, adresses postale et du siège social (si elle est différente de l'adresse postale), adresse électronique, numéros de téléphone et de télécopie, numéro SIRET :

.....
.....
Forme juridique du soumissionnaire individuel, du titulaire ou du membre du groupement (entreprise individuelle, SA, SARL, EURL, association, établissement public, etc.) :

.....
.....
Personne(s) physique(s) ayant le pouvoir d'engager le sous-traitant : (Indiquer le nom, prénom et la qualité de chaque personne) :

.....
.....
Le sous-traitant est-il une micro, une petite ou une moyenne entreprise au sens de la recommandation de la Commission du 6 mai 2003 concernant la définition des micro, petites et moyennes entreprises ou un artisan au sens de l'article 19 de la loi du 5 juillet 1996 n° 96-603 modifiée relative au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat (Art. R. 2151-13 et R. 2351-12 du Code de la commande publique)?

OUI NON

Nature des prestations sous-traitées :

Nature des prestations sous-traitées :

.....
Sous-traitance de traitement de données à caractère personnel (à compléter le cas échéant) :

Le sous-traitant est autorisé à traiter les données à caractère personnel nécessaires pour fournir le ou les service(s) suivant(s) :

La durée du traitement est :

La nature des opérations réalisées sur les données est :

La ou les finalité(s) du traitement sont :

Les données à caractère personnel traitées sont :

Les catégories de personnes concernées sont :

Le soumissionnaire/titulaire déclare que :

- Le sous-traitant présente des garanties suffisantes pour la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles propres à assurer la protection des données personnelles ;
- Le contrat de sous-traitance intègre les clauses obligatoires prévues par l'article 28 du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données et abrogeant la directive 95/46/CE (RGPD).

Prix des prestations sous-traitées :

Montant des prestations sous-traitées :

Dans le cas où le sous-traitant a droit au paiement direct, le montant des prestations sous-traitées indiqué ci-dessous, revalorisé le cas échéant par application de la formule de variation des prix indiquée infra, constitue le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant.

a) Montant du contrat de sous-traitance dans le cas de prestations ne relevant pas du b) ci-dessous :

- Taux de la TVA :
- Montant HT (€) :
- Montant TTC (€) :

b) Montant du contrat de sous-traitance dans le cas de travaux sous-traités relevant de l'article 283-2 nonies du Code général des impôts :

- Taux de la TVA : auto-liquidation (la TVA est due par le titulaire)
- Montant hors TVA (€) :

Modalités de variation des prix :

Le titulaire déclare que son sous-traitant remplit les conditions pour avoir **droit au paiement direct** (article R. 2193-10 ou article R. 2393-33 du Code de la commande publique) :

- OUI NON

Condition de paiement :**Références bancaires :**

(Joindre un IBAN.)

IBAN :

BIC :

Le sous-traitant demande à bénéficier d'une avance : OUI NON**Capacités du sous-traitant :***Nota : ces renseignements ne sont nécessaires que lorsque l'acheteur les exige et qu'ils n'ont pas été déjà transmis dans le cadre du DC2 -voir rubrique H du DC2.)*

Récapitulatif des informations et renseignements ou des pièces demandés par l'acheteur dans les documents de la consultation qui doivent être fournis, en annexe du présent document, par le sous-traitant pour justifier de son aptitude à exercer l'activité professionnelle concernée, ses capacités économiques et financières ou ses capacités professionnelles et techniques :

Toutes les pièces précisées aux articles R.2193-1 et R.2193-3 du code de la commande publique

Le cas échéant, adresse internet à laquelle les documents justificatifs et moyens de preuve sont accessibles directement et gratuitement, ainsi que l'ensemble des renseignements nécessaires pour y accéder :

- Adresse internet :

- Renseignements nécessaires pour y accéder :

Attestations sur l'honneur du sous-traitant au regard des exclusions de la procédure :

Le sous-traitant déclare sur l'honneur (*) ne pas entrer dans l'un des cas d'exclusion prévus aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 ou aux articles L. 2141-7 à L. 2141-10 du Code de la commande publique ().**

Afin d'attester que le sous-traitant n'est pas dans un de ces cas d'interdiction de soumissionner, cocher la case suivante :

() Lorsqu'un opérateur économique est, au cours de la procédure de passation d'un marché, placé dans l'un des cas d'exclusion mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5, aux articles L. 2141-7 à L. 2141-10 ou aux articles L. 2341-1 à L. 2341-3 du Code de la commande publique, il informe sans délai l'acheteur de ce changement de situation.*

*(**) Dans l'hypothèse où le sous-traitant est admis à la procédure de redressement judiciaire, son attention est attirée sur le fait qu'il devra prouver qu'il a été habilité à poursuivre ses activités pendant la durée prévisible d'exécution du marché public.*

Documents de preuve disponibles en ligne :

Le cas échéant, adresse internet à laquelle les documents justificatifs et moyens de preuve sont accessibles directement et gratuitement, ainsi que l'ensemble des renseignements nécessaires pour y accéder :

(Si l'adresse et les renseignements sont identiques à ceux fournis plus haut se contenter de renvoyer à la rubrique concernée.)

- Adresse internet :

- Renseignements nécessaires pour y accéder :

Cession ou nantissement des créances résultant du marché public.

1ère hypothèse La présente déclaration de sous-traitance constitue un **acte spécial**.

Le titulaire établit qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché public ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, dans les conditions prévues à l'article R. 2193-22 ou à l'article R. 2393-40 du Code de la commande publique.

En conséquence, le titulaire produit avec le DC4 :

L'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité du marché public qui lui a été délivré,

OU

Une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances.

2ème hypothèse La présente déclaration de sous-traitance constitue un **acte spécial modificatif** :

Le titulaire demande la modification de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité, prévus à l'article R. 2193-22 ou à l'article R. 2393-40 du Code de la commande publique, qui est joint au présent document ;

OU

L'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité ayant été remis en vue d'une cession ou d'un nantissement de créances et ne pouvant être restitué, le titulaire justifie soit que la cession ou le nantissement de créances concernant le marché public ne fait pas obstacle au paiement direct de la partie sous-traitée, soit que son montant a été réduit afin que ce paiement soit possible.

Cette justification est donnée par une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances résultant du marché qui est jointe au présent document.

Acceptation et agrément des conditions de paiement du sous-traitant.

A, le A le

Le sous-traitant :

.....

Le soumissionnaire ou le titulaire :

.....

Le représentant de l'acheteur, compétent pour signer le marché, accepte le sous-traitant et agrée ses conditions de paiement.

A, le

Le représentant de l'acheteur :

Notification de l'acte spécial au titulaire

En cas d'envoi en lettre recommandée avec accusé de réception :

(Coller dans ce cadre l'avis de réception postal, daté et signé par le titulaire.)

En cas de remise contre récépissé :

Le titulaire reçoit à titre de notification une copie du présent acte spécial :

A, le

Annexe à l'acte d'engagement

DESIGNATION DES CO-TRAITANTS ET REPARTITION DES PRESTATIONS

Remplir un exemplaire par co-traitant

Nom commercial et dénomination sociale du candidat :

.....
.....

Adresse de l'établissement :

.....
.....
.....

Adresse du siège social : *(si différente de l'établissement)*

.....
.....
.....

Adresse électronique :

Téléphone :

Télécopie :

N° SIRET : APE :

N° de TVA intracommunautaire :

Accepte de recevoir l'avance :

Oui

Non

Références bancaires :

IBAN :

BIC :

Accusé de réception préfecture

Objet de l'acte :

Décision 2024-273 : Marché 24043 - Externalisation de la paie de droit privé et conseils en droit social du travail pour les agents des Régies de l'eau potable et Assainissement de Grand Lac - Attribution

Date de transmission de l'acte : 08/01/2025

Date de réception de l'accusé de réception : 08/01/2025

Numéro de l'acte : dec870 ([voir l'acte associé](#))

Identifiant unique de l'acte : 073-200068674-20241219-dec870-AR

Date de décision : 19/12/2024

Acte transmis par : ESTELLE COSTA DE BEAUREGARD ID

Nature de l'acte : Actes réglementaires

Matière de l'acte : 1. Commande Publique
1.1. Marchés publics
1.1.2. Dossier du marché (travaux, fournitures, services)